

Une conjoncture dominée par la restructuration économique

Les pays de la région entreprennent actuellement des programmes de privatisation et de libéralisation du marché ainsi qu'une complète restructuration de leur fiscalité et du régime touchant l'investissement étranger. Le Canada a parachevé les négociations avec les EAU menant à une *Convention de double imposition* et a engagé des discussions avec ce pays et l'Arabie saoudite pour la conclusion d'un *Accord de protection des investissements étrangers*.

Avec un produit intérieur brut (PIB) estimé à 135 milliards \$US en 1999, l'Arabie saoudite possède la plus forte économie de la région; elle dépend de ses produits pétroliers qui fournissent près de 90 % de ses recettes d'exportation. L'Arabie saoudite est l'un des principaux partenaires commerciaux du Canada dans la région : le commerce bilatéral annuel dépasse régulièrement 1 milliard \$ et plus de 7 000 Canadiens y travaillent.

L'économie des EAU dépend aussi étroitement de la production et des exportations d'hydrocarbures. L'an dernier, la baisse mondiale des cours du pétrole a entraîné des compressions budgétaires dans l'ensemble de la région. Toutefois, le foisonnement d'activités enregistrées dans les zones industrielles et les zones franches de

Dubaï et de ses environs ont, dans une large mesure, permis au pays d'échapper aux fluctuations erratiques des cours du pétrole. Ces dernières années, les revenus générés par le portefeuille d'investissement à l'étranger des EAU, qui s'élève à 150 milliards \$US, ont égalé et parfois dépassé les recettes pétrolières. Pour le Canada, les EAU constituent le marché dont l'essor a été le plus rapide dans la région, avec des exportations totalisant 290 millions \$ en 1998, soit plus de trois fois le montant atteint en 1993.

À mesure que le Koweït émerge d'une quasi-décennie de reconstruction à la suite de la guerre du Golfe, survenue en 1991, l'adoption de mesures de privatisation longtemps attendues devrait entraîner une stimulation de l'activité économique locale. Le gouvernement étudie présentement des propositions tendant à libéraliser la législation sur l'investissement et à encourager les investissements étrangers.

L'avenir du Qatar dépend pour sa part de sa capacité tant à produire et à exporter son gaz naturel liquéfié (GNL) de façon compétitive qu'à réussir à diversifier ses activités économiques par la fabrication d'autres produits pétrochimiques à valeur ajoutée. Le Gisement nord du Qatar (aussi appelé « North Field ») constitue le plus vaste

gisement de GNL du monde. Le pays encourage activement l'investissement étranger, en particulier par le biais de coentreprises avec des associés qatariens.

La privatisation est aussi la grande priorité d'Oman. Le gouvernement a annoncé récemment des plans prévoyant la privatisation partielle de l'Organisation générale des télécommunications de même que la vente au secteur privé du principal aéroport international du pays. Oman a approuvé la première centrale électrique de type construction-prise en charge-exploitation de la région du Golfe, et plusieurs autres projets sont à l'étude.

Oman, les EAU et le Qatar sont bien placés pour satisfaire les futurs besoins en énergie de la région très peuplée s'étendant de l'Iran au sous-continent asiatique. Dans l'intervalle, les travaux d'infrastructure portant sur le réseau régional de transport de l'énergie et les installations portuaires offriront de nombreuses occasions d'affaires aux entreprises canadiennes spécialisées dans les secteurs de l'énergie et du transport.

Compte tenu de la faiblesse de sa production de pétrole brut, Bahreïn espère de son côté devenir un important centre financier et une destination touristique recherchée.

Au service des entreprises canadiennes dans la Péninsule arabique

L'essor des économies des États arabes du Golfe crée un certain nombre de débouchés pour les entreprises canadiennes. Et, bonne nouvelle, elles n'ont pas à y faire cavalier seul. Elles disposent de quantités d'organismes gouvernementaux et privés qui ne demandent qu'à les aider à accéder à ces marchés et à s'y tailler une place de choix.

Les entreprises canadiennes ont à leur disposition une gamme remarquable de soutiens, allant du réseau des délégués commerciaux du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), qui aident les exportateurs canadiens dans plus de 125 villes du monde, au partenariat fédéral-provincial-secteur privé d'Équipe Canada inc.

Le Canada compte des missions diplomatiques au Koweït, en Arabie saoudite et dans les EAU, ainsi qu'un consulat à Dubaï. Il est représenté à Djeddah, à Mascate et à Sanaa par des consuls honoraires qui sont également en mesure de conseiller les exportateurs canadiens.